Par e-mail : https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/01/24/surpeche-abrasion-des-fonds-emissions-de-co-l-impact-eleve-de-la-peche-industrielle-sur-l-environnement_6212675_3244.html

L’impact élevé de la pêche industrielle sur l’environnement

Surpêche, abrasion des fonds, émissions de CO_2… Une étude rendue publique mercredi 24 janvier analyse, à l’initiative de l’association Bloom, les performances des différentes catégories de flottilles françaises, des plus vertueuses au moins rentables, dans l’Atlantique Nord-Est.

Par Martine Valo

Publié le 24 janvier 2024

Elle n’est certes pas la seule cause du déclin de la santé de l’océan, mais la pêche reste la principale source de destruction de la biodiversité marine. Elle est aussi l’une des activités humaines sur lesquelles il est possible d’agir directement afin d’en réduire les impacts. Forte de ce constat, l’association française Bloom a souhaité pouvoir comparer les performances des différents modes de capture des navires français dans l’Atlantique Nord-Est.

L’ONG de défense de l’océan a réuni un groupe de recherche pluridisciplinaire pour s’atteler à la tâche à partir d’une dizaine d’indicateurs à la fois sociaux, écologiques et économiques. Le résultat de cette étude fouillée, intitulée « Changer de cap », est présenté mercredi 24 janvier. Elle ne fait pas mystère de son objectif : montrer que cette activité mérite une approche plus complexe que seulement basée sur ses capacités de produire du poisson.

Surpêche, risques sur les juvéniles, abrasion des fonds, prises accidentelles de cétacés ou d’oiseaux marins et émissions de CO2 : toutes les catégories de flottilles n’ont pas les mêmes impacts environnementaux ni les mêmes rendements socio-économiques. L’équipe de scientifiques de l’Institut Agro, d’AgroParisTech et de l’Ecole des hautes études en sciences sociales a défini dix indicateurs et classé 2 720 navires en douze catégories selon quatre types d’engins de pêche et trois tailles, à partir d’un recueil de données de 2017 à 2019. Elle estime que ses conclusions sont fiables pour 70 % des pêches métropolitaines.

Maillages trop petits

Selon son analyse, menée en collaboration de l’association The Shift Project et la coopérative L’Atelier des jours à venir, la pêche industrielle se révèle globalement comme la plus dommageable pour l’environnement. Avec leur importante consommation de carburant, ses navires – caractérisés par une longueur de plus de 24 mètres et qui tirent un chalut soit sur le fond, soit entre deux eaux (pélagique) – sont à l’origine de 57 % des gaz à effet de serre émis par la totalité des flottilles de pêche françaises. En comparaison, la part des arts dormants (c’est-à-dire les lignes, les casiers et les filets) est de 17 %.

Les chalutiers industriels seraient également responsables de plus de la moitié des prises de juvéniles. Cette empreinte sur les ressources halieutiques est estimée à 22 % pour les arts dormants, dont 9 % pour ceux qui opèrent près des côtes. Les auteurs de l’étude observent, au passage, que la grande pêche utilise des chaluts aux maillages trop petits qui ne lui permettent pas d’écarter les proies inférieures à la taille requise.

Par ailleurs, ces vaisseaux attrapent 62 % du total des captures, mais sont responsables de 84 % des débarquements issus de stocks de poissons classés comme trop pêchés, c'est-à-dire pas en mesure de se renouveler durablement. Pour leur part, les flottilles utilisant des arts dormants produisent 23 % des débarquements totaux et 10 % de leurs prises viennent de populations surexploitées. Avec ces mêmes types d'engins de pêche, les petits métiers littoraux comptent, eux, pour 10 % du total et 6 % des captures réalisées parmi les populations surpêchées.

Effet délétère sur le plancher océanique

L'un des reproches le plus souvent formulés par les ONG à l'égard du chalutage de fond porte sur son effet délétère sur le plancher océanique. Ce sont environ 600 000 kilomètres carrés qui sont affectés en moyenne chaque année par des navires sous pavillon français dans l'Atlantique. Selon cette étude, 90 % de cette superficie sont abrasés par des chaluts et des sennes de fond, 6 % par des dragues de pêcheurs polyvalents.

Au chapitre des performances économiques, la grande pêche ne s'en tire pas mieux si l'on ne s'en tient pas uniquement aux tonnages qu'elle débarque. Cette activité *« ne peut plus être uniquement examinée à travers un prisme productif »*, écrivent les auteurs de l'étude. L'*« approche pluridimensionnelle »* qu'ils prônent permet de mettre l'accent notamment sur l'emploi et la rentabilité. En France, le secteur fait travailler 13 777 marins professionnels, dont 6 140 dans la petite pêche. Les effectifs sont en nette baisse, mais, selon les calculs de ce groupe de scientifiques, rapportés à la tonne de poisson débarquée, les chalutiers fourniraient deux à trois fois moins d'emplois que les arts dormants, et leur valeur ajoutée serait moindre.

Miser sur une « petite pêche côtière »

Pourtant, les grands navires reçoivent davantage de financements publics que les autres, par le biais des exonérations de taxe sur le gasoil surtout. Les flottilles spécialisées dans le chalut ou la senne de fond touchent en moyenne entre 50 et 75 centimes d'euro de subvention par kilo débarqué, celles des arts dormants moins de 30 centimes.

Autre comparaison avec ces dernières : les chalutiers pélagiques de taille industrielle obtiennent sept fois plus de subventions par emploi (soit environ 60 000 euros) et les chalutiers de fond cinq fois plus que les professionnels opérant aux filets, lignes, casiers, dragues, ainsi que les côtiers polyvalents (aidés indirectement à hauteur de 9 000 à 14 000 euros).

Toutefois, leurs engins présentent un risque important de captures accidentelles d'espèces sensibles, en particulier de mammifères et d'oiseaux marins. C'est incontestablement un point noir à corriger à l'avenir. En effet, les auteurs misent sur cette *« petite pêche côtière, soit plus de 70 % des navires »*, qu'ils considèrent comme le segment *« le plus vertueux et durable »*. Actuellement menacée par un déclin accéléré, elle pourrait pourtant jouer un rôle déterminant dans une transition des pêches destinée à *« sauver l'océan, l'emploi, le climat et les finances publiques »*.

Martine Valo